

Les Enjeux Géopolitiques après le retrait américain d’Afghanistan

Bichara Khader¹

Professeur émérite de l’Université de Louvain

Résumé :

Le retrait américain d’Afghanistan et le retour des Talibans à Kaboul, en août 2021, ont suscité des réactions contrastées : stupeur et sidération en Occident, désarroi dans les pays alliés de l’Amérique, une satisfaction teintée d’inquiétude dans les pays frontaliers ou proches de l’Afghanistan, voire une liesse dans les milieux jihadistes. Ces réactions constituent la preuve que la débâcle américaine en Afghanistan constitue un événement d’une portée considérable car elle modifie les rapports de force et rebat les cartes à l’échelle régionale et internationale. Après avoir rappelé brièvement l’histoire de l’Afghanistan, ce texte analyse les répercussions géopolitiques du retrait américain sur les pays frontaliers de l’Afghanistan et sur les pays proches et lointains.

Mots clés: *state-building*, Talibans, *destructive creation*, geopolítica, Bin Laden

Abstract :

The hasty and chaotic withdrawal of the USA from Afghanistan and the swift return of the Taliban to power, in August 2021, have triggered differentiated reactions : shock and disbelief in the West, disarray among America’s regional allies, satisfaction in Russia and China, fears and concerns in the Neighbouring countries of Afghanistan and even jubilation in the ranks of Djihadi movements in the Middle East, in the Sahel and elsewhere.

This is ample proof that the American « débâcle » in Afghanistan is a momentous event which will have significant repercussions in the balance of power, and reshuffle geopolitical cards.

The paper describes briefly the history of Afghanistan before the American invasion in the first part before embarking on the analysis of the impact of the American withdrawal and the return of the Taliban on the regional and international geopolitics.

Keywords: state-building, Taliban, destructive creation, geopolitics, Bin Laden

1. Introduction

Le retrait désordonné et chaotique de l’armée américaine et les contingents des pays de l’Otan, la victoire -éclair des Talibans et la chute calamiteuse du gouvernement afghan, ont propulsé l’Afghanistan à l’une de l’actualité depuis août 2021.

¹ Professeur Bichara KHADER est professeur émérite de l’Université de Louvain et fondateur du Centre d’Etudes et de Recherches sur le Monde Arabe Contemporain. Il a été membre du Groupe des Hauts Experts sur la Politique Etrangère et de Sécurité Commune (Commission Européenne) et Membre du Groupe des Sages pour le Dialogue Culturel en Méditerranée (Présidence Européenne). E-mail : bichara.khader@uclouvain.be

Le déroulement des événements a suscité stupeur et sidération en Occident, un grand désarroi dans les pays alliés de l'Amérique, une satisfaction teintée d'inquiétude dans les pays voisins d'Afghanistan, voire une liesse dans les rangs des groupes jihadistes éparpillés dans la région du Moyen-Orient, de l'Asie centrale et même dans le Sahel.

Ces réactions contrastées constituent la preuve que la « débâcle » américaine en Afghanistan constitue un événement d'une portée significative, modifiant les rapports de force et bouleversant la donne géopolitique à l'échelle régionale, voire internationale.

Ce texte vise à démontrer pourquoi l'Afghanistan, pays enclavé et rude, a été depuis sa création au cœur du « great game » (le grand jeu) des puissances, qui l'ont souvent convoité ou conquis, sans le soumettre tout-à-fait, comme le prouvent l'invasion puis la déroute soviétique entre 1979 et 1989 et l'invasion puis le retrait peu glorieux des Etats-Unis (2001-2021).

Après une brève description géographique et historique de l'Afghanistan depuis sa création jusqu'à l'invasion américaine, dans une première partie, le texte s'attache, dans une deuxième partie, à décrypter les renversements d'alliances, les jeux d'influence et les basculements des équilibres après le retrait américain et le retour des Talibans au pouvoir, en août 2021.

2. D'abord la géographie

Avec ses 651.000 kms², L'Afghanistan est aussi grand que la France. Sans accès à la mer, c'est un pays enclavé, traversé par de hautes montagnes, souvent infranchissables sinon par quelques cols et de rares tunnels routiers, sillonné de steppes désertiques et de vallées agricoles dont près de 235.000 hectares sont consacrés à la culture du pavot.

Le pays est entouré de nombreux voisins sur 5529 kms : La frontière avec le Pakistan s'étend sur 2450 kms, 1206 avec le Tadjikistan, 935 avec l'Iran, 744 avec le Turkménistan, 135 avec l'Ouzbékistan et seulement 76 avec la Chine

Bien que l'Afghanistan ait été qualifié de forteresse rude et assiégée, il a été objet de convoitise et de rivalité depuis sa constitution en tant qu'Etat depuis 1747. Les Britanniques y voyaient un possible Etat tampon entre la Russie et l'Empire des Indes et corridor terrestre reliant l'Empire des Indes à la Perse et au Moyen-Orient, tandis que les Russes le convoitaient en tant que porte d'accès aux mers chaudes de l'Océan Indien. Ceci explique le « grand jeu » auquel se sont livrés Russes et Britanniques tout au long du XIX^{ème} siècle pour le contrôle de l'Afghanistan.

L'Etat afghan était trop faible au XIX^{ème} siècle pour s'opposer aux ambitions russes et britanniques. Ce sont d'ailleurs les Britanniques qui fixent, en 1893, les frontières de l'Afghanistan avec l'Empire des Indes. Appelée « ligne Durand », cette nouvelle frontière scinde l'ethnie Pachtoune en deux, ampute le territoire afghan d'un cinquième de sa superficie et empêche la création du Grand Pachtounistan. On estime la population pachtoune en Afghanistan à plus de 25 millions, soit 60 % de la population totale (40 millions) et celle au Pakistan à plus de 35 millions soit 15 % de la population totale pakistanaise (220 millions). Ce découpage arbitraire par les britanniques de l'ethnie pachtoune est vécue, jusqu'à ce jour, comme « une plaie non cicatrisée »². D'ailleurs, l'Afghanistan a été le seul pays au monde à

² George Lefevre : in **Diplomatie no.111**, septembre-octobre 2021, p. 93

ne pas reconnaître l'indépendance du Pakistan, lorsque celui-ci s'est séparé de l'Inde en 1947, alléguant que les Pachtouns, des deux côtés de la frontière, constitue un seul peuple.

Socialement l'Afghanistan est une mosaïque ethnique et linguistique et l'histoire récente de l'Afghanistan reflète les rivalités ethniques du pays. Constitué d'abord en tant qu'Emirat, l'Afghanistan devient une monarchie en 1926. Amanullah KHAN accède au trône mais il est détrôné par son frère Inayatullah Shah qui règne seulement 3 jours avant qu'un chef tribal, Habibullah Kalakani, ne prenne le pouvoir et rétablisse l'Emirat. A son tour, celui-ci est renversé par un ancien ministre de la Guerre de l'ancien roi, Mohammad Nadir Shah, qui le fait exécuter, rétablit le royaume en octobre 1929, avec le soutien des Britanniques. Son fils Mohammad Zaher Shah, lui succède en 1933 jusqu'à l'avènement de la République en 1973.

Pour mettre le pays à l'abri des rivalités entre grandes puissances après la Seconde Guerre Mondiale, l'Afghanistan intègre à Belgrade, en 1961, le Mouvement des Pays non-Alignés. Mais, en réalité, comme beaucoup d'autres pays, officiellement non-alignés, il ne peut freiner l'influence de l'URSS qui forme les cadres militaires d'Afghanistan. C'est d'ailleurs le prétexte utilisé par le cousin du Roi, le Prince Daoud, de renverser la monarchie et d'établir la République d'Afghanistan en 1973. Le Prince Daoud est tué par des officiers d'obédience communiste. Ces développements suscitent une vive résistance des milieux islamistes conservateurs qui y voient une atteinte à l'Islam. Le 27 avril 1978, les communistes du Parti Démocratique Populaire d'Afghanistan proclament la République Démocratique d'Afghanistan. Moscou voit d'un œil favorable le coup d'Etat communiste en Afghanistan. Mais le président Taraki, et son rival, Hafizullah Amin, le Président du Conseil Révolutionnaire, répriment si durement les opposants, qu'ils suscitent le mécontentement de Moscou qui craint qu'une trop grande répression ne déstabilise le pays et finisse par faire capoter l'expérience communiste.

Le 3 juillet 1979, en effet, le président Carter signe la première directive pour aider les islamistes opposés au régime communiste de Kaboul. Tandis que l'Iran, où le régime du Shah vient d'être renversé, début 1979, voit de mauvais œil s'installer sur son flanc-est un régime communiste. La nouvelle République Islamique d'Iran est d'ailleurs soupçonnée d'avoir aidé au déclenchement du soulèvement populaire anti-communiste de la ville afghane de Herat.

C'est dans ce contexte de guerre froide que les Soviétiques décident d'envahir l'Afghanistan. Le 25 décembre 1979, l'opération Chtom-333 est lancée. Deux jours plus tard, le président du Conseil Révolutionnaire, Hafizullah Amin, est exécuté et remplacé par son rival au sein du Parti communiste Afghan, Babrak Karmal. Pour justifier son invasion, l'URSS invoque les nombreuses demandes d'intervention du gouvernement afghan. En réalité, l'URSS veut tirer profit de l'échec de la stratégie américaine en Iran et de la crise des otages américains à Téhéran, pour instaurer un axe Moscou-Kaboul-Islamabad-Delhi et faire échec à la stratégie américaine de contrôle de l'océan Indien.

Les Etats-Unis qui venaient de perdre un allié précieux, le Shah d'Iran, en février 1979, s'inquiètent de la tournure des événements en Asie centrale et voient dans l'invasion soviétique un deuxième revers géostratégique. Ne pouvant risquer une confrontation directe avec les Soviétiques, les Etats-Unis vont soutenir la résistance islamique d'Afghanistan avec l'aide du Pakistan, de l'Arabie Saoudite et d'autres pays musulmans. Des moudjahidines musulmans affluent en Afghanistan, ils sont financés par l'Arabie Saoudite, entraînés par le Pakistan et armés par les Etats-Unis. Parmi ces « combattants de la liberté » (plus ou moins 10.000) il y a

un certain Oussama Ben Laden. Ceci explique pourquoi, jusqu'à ce jour, l'Afghanistan occupe une place importante dans l'imaginaire jihadiste.

Les combats durent près de 10 ans. Les deux parties subissent de lourdes pertes. La résistance afghane a eu raison de la redoutable armée soviétique, surtout après la livraison par les Etats-Unis aux insurgés afghans des missiles de pointe, des Stinger sol-air portatifs, de 8000 mètres de portée. Les opérations aériennes soviétiques sont devenues plus risquées. En juin 1986, Mikhaïl Gorbatchev exprime son opinion au bureau politique : « *il faut se tirer de là* »³ décide de retirer les troupes soviétiques. Le 15 février 1989, le général Boris Gromov, passe à pied le pont de « l'Amitié » sur l' Amou-Daria signalant la fin de la présence soviétique en Afghanistan.

L'on pourra disserter, à l'envi, sur le lien entre la défaite soviétique en Afghanistan et la fin du régime soviétique peu de temps après. L'opinion qui prévaut est que la décomposition de l'URSS tient à plusieurs autres causes, mais que la défaite en Afghanistan l'a sans doute précipitée. Quoi qu'il en soit, début 1991, c'est la fin du système bi-polaire, mais certainement pas la fin de l'histoire, comme l'a prétendu, hâtivement et naïvement, le politologue américain, Francis Fukuyama.

3. Le premier pouvoir des Talibans (1996-2001)

L'opposition islamique à l'invasion soviétique était loin d'être unie. Les principaux chefs de la résistance, Ahmad Chah Massoud et Gulbuddin Hekmatyar sont à couteaux tirés. Le premier, un tadjik persanophone, surnommé le « lion du Panshir », est partisan d'un Islam modéré et est soutenu par l'Occident. Tandis que le second, Hekmatyar, soutenu par le Pakistan et l'Arabie Saoudite, s'appuie sur l'ethnie pachtoune et prône un Islam radical. Dès la chute du régime communiste de Mohammad Nagibullah, en 1992, une guerre civile éclate entre les différentes factions islamistes. Les Talibans⁴ prennent rapidement l'avantage sur l'Alliance du Nord dirigée par Massoud. Le 27 septembre 1996, les Talibans, entrent dans Kaboul. Le pays est rebaptisé « Etat islamique d'Afghanistan ». Le pouvoir taliban dure 5 ans de 1996 à 2001.

Au moment où les Talibans s'installent au pouvoir, l'Afghanistan comptait 18 millions d'habitants, était à 80 % rural, largement dévasté par 10 années d'occupation soviétiques et 7 années de luttes fratricides.

Les Talibans imposent un ordre musulman rigoureux. Les exactions sont terribles, avec lapidations et exécutions publiques. Les femmes sont particulièrement ciblées : Les petites filles sont interdites d'éducation. Quant aux femmes, elles ne peuvent sortir qu'accompagnées d'un mari ou d'un parent, sont sommées de porter la burqa dissimulant entièrement visage et corps et sont privées de l'exercice de nombreux métiers. Le patrimoine anté-islamique d'Afghanistan est détruit. Les opposants sont pourchassés, et souvent tout bonnement liquidés. Malgré ce régime de terreur, les talibans bénéficient d'une certaine popularité surtout dans les zones rurales qui ont beaucoup souffert des excès des chefs de guerre.

³ Cité par Odd Arne Wastad : « *Guerre froide : Gorbatchev et la bascule de l'Union Soviétique* », in **Diplomatie**, no.105, Septembre-Octobre 2020, p.93

⁴ Taleb est un étudiant des Ecoles religieuses (pluriel Taleban)

Les « moudjahidines », venus d'autres pays musulmans pour prêter main forte à la résistance afghane à l'invasion soviétique, se sont repliés sur d'autres théâtres de conflit. Après l'invasion de l'Emirat du Koweït par l'armée de Saddam Hussein, le 2 août 1990, Ben Laden, le Saoudien, revient en Arabie Saoudite et propose le soutien des Moudjahidine pour barrer la route à l'armée irakienne. Craignant la contagion djihadiste, l'Arabie Saoudite préfère faire appel à l'Amérique pour assurer sa sécurité. La présence de soldats américains sur le sol saoudien est perçue par Ben Laden comme une « profanation » des Lieux Saints de l'Islam. Se sentant menacé, Ben Laden s'exile au Soudan et, en 1996, il revient en Afghanistan, quelques mois avant le retour des Talibans au pouvoir. C'est, depuis sa « base » afghane (base signifie en arabe Al-Qaida), qu'il appelle au Djihad contre l'Amérique considérée comme « l'ennemi lointain », et accompagne ses menaces d'attentats meurtriers contre les ambassades américaines de Nairobi et Dar es-Salaam en 1998. Le 9 septembre, le protégé afghan des Etats-Unis, le Commandant Massoud, est tué dans un attentat et deux jours plus tard, le 11 septembre, ce sont les attentats spectaculaires et meurtriers contre le World Trade Center à New York et contre le Pentagone à Washington.

Ainsi, après avoir contribué à la défaite de l'armée soviétique, les islamistes d'Al-Qaida retournent leur vindicte contre l'Amérique. La vengeance sera terrible mais coûteuse.

4. *Enduring freedom* : l'invasion américaine de l'Afghanistan :

Humiliée par les attentats du 11 septembre, l'Amérique déclare la guerre au régime des Talibans et chapeaute une coalition internationale mandatée par l'ONU.

En résumant à l'excès, on peut affirmer que les bombardements intensifs affaiblissent la défense des Talibans qui reculent sur tous les fronts. Bien que privée de son chef historique, le Commandant Massoud, l'Alliance du Nord, lance, dès début novembre 2001, une offensive sur plusieurs provinces d'Afghanistan. Le 10 novembre, Mazar -i-Sharif, principale ville du nord du pays est prise. Le 13 novembre, la capitale, Kaboul, tombe et le pouvoir taliban s'écroule. Les principaux dirigeants fuient dans des refuges montagneux ou vers le Pakistan où les Talibans ont des liens de parenté avec les Pachtounes pakistanais et bénéficient de nombreuses complicités. Traqués, les membres d'Al-Qaida leur emboîtent le pas. Ben Laden se terre dans son refuge pakistanais mais il est finalement tué en 2011 lors d'une opération américaine visant son domicile. Ainsi, L'objectif initial américain -la liquidation du régime taliban- est largement atteint dès la fin 2001.

Grisés par leur victoire rapide sur les Talibans, les Américains vont commettre une erreur stratégique aux conséquences incalculables. Alors qu'ils sont déjà empêtrés dans le borbier afghan, ils lancent en 2003 les opérations militaires en Iraq, pour démanteler le régime de Saddam Hussein. Alors que l'Espagne (Jose Maria Aznar), le Portugal (Jose Manuel Barroso) et la Grande Bretagne (Tony Blair) (le Trio des Açores)⁵, s'alignent sur la politique de George Bush, la France, l'Allemagne et la Belgique s'opposent à cette nouvelle chevauchée guerrière. Les Etats-Unis passent outre les avertissements franco-allemands et même ridiculisent ces pays de la « Vieille Europe », fissurant la cohésion de l'Otan.

⁵ En référence au sommet, tenu aux Açores, le 14 Mars 2003, entre les trois dirigeants.

En envahissant l'Irak, les Etats-Unis n'y vont pas de main morte : très rapidement, le régime de Saddam Hussein est démantelé, l'armée irakienne dissoute, le pays dévasté et les pertes humaines considérables.

Pour justifier l'invasion, les Etats-Unis invoquent de fallacieux prétextes notamment que l'Irak détient des armes de destruction massive et entretient des relations avec al-Qaida et justifient leur invasion par la nécessité de démocratiser l'Irak. C'est la fameuse théorie de la « destruction créatrice » (destructive creation), chère aux néo-conservateurs américains. En somme, on détruit pour mieux construire.

On connaît la suite : L'Irak est exsangue, meurtri. La société est en miettes. Jadis le pays le plus laïcisé de la région, l'Irak est désormais déchiré entre communautés ethniques et confessionnelles. Terrain fertile pour l'émergence de groupes jihadistes, comme le terrible Daech qui proclame le Califat à Mosul en 2014 et instaure l'Emirat islamique. Contrôlant une superficie aussi grande que les Iles Britanniques, l'Etat islamique (DAECH) se rend tristement célèbre par des massacres effroyables, des exécutions publiques répugnantes ainsi que des attentats meurtriers en Europe. Clairement, les avertissements de Chirac et Schroeder se sont avérés prophétiques mais ils n'ont servi à rien.

Si je reviens sur ce triste épisode irakien c'est simplement pour rappeler cette foi inébranlable des Etats-Unis dans la primauté de la force, leur penchant missionnaire fondé sur « la destinée manifeste » (manifest destiny) et cette conviction, pourtant démentie par les faits, que la violence structurelle des sociétés orientales résulte de la seule mauvaise gouvernance des Etats et non des injustices sociales et des déséquilibres mondiaux. Mais c'est aussi pour démontrer l'erreur de penser qu'on peut exporter la démocratie à dos de chars et missiles. Flagrante dans le cas irakien, l'erreur a pourtant été réitérée en Afghanistan, avec les conséquences qu'on connaît.

En effet, dès que le régime des Talibans est démantelé, les Etats-Unis installent un gouvernement dirigé par Ahmad Karzai. Plus tard, un autre gouvernement dirigé par Achraf Ghani est mis en scelle. Il inclut des chefs des tribus, des seigneurs de guerre, d'anciens moudjahidines qui avaient combattu l'Union Soviétique. Peu importe : la façade démocratique est préservée car des élections sont organisées. Le State-building est en cours, se réjouit-on.

Le pays semble renaître de ses cendres. L'alphabétisation progresse. Les femmes se sentent mieux protégées surtout en milieu urbain. L'urbanisation se développe à une vitesse effrénée : Kaboul comptait 600.000 habitants en 2001, et six millions en 2021. En vingt ans, la population double passant de 18 millions à 40 millions et les Afghans gagnent 10 années d'espérance de vie passant de 55 à 65 ans. Le pays se dote d'une armée forte de 350.000 soldats. Mais pratiquement l'intégralité du budget afghan provient des bailleurs de fonds. Des sommes faramineuses sont investies dans le financement de la police et de l'armée ainsi que dans la construction de routes, d'écoles et d'hôpitaux. Mais une grande partie de ces sommes est captée par des entrepreneurs locaux, des entreprises étrangères ou les fameux « contractors » privés américains. Pendant ces vingt ans d'occupation américaine, la guerre aurait coûté, au bas mot, \$2000 milliards, dont plus de 60% ont été dépensés aux Etats-Unis.

L'occupation dure certes, coûte cher, mais tout semble aller pour le mieux. Enfin presque, car le coût en vies humaines est exorbitant : 67.500 policiers et militaires afghans, 47.245 civils

afghans, 2318 militaires américains, 1144 militaires des pays alliés, 444 humanitaires et 72 journalistes ⁶ .

Pour autant, les Talibans ne s'avouent pas vaincus. Bien implantés dans les zones rurales et bien tapis dans leurs refuges montagneux, ils harcèlent les forces d'occupation et les forces régulières. Malgré les \$86 milliards dépensés par la coalition internationale pour former et équiper l'armée Afghane, la sécurité du pays n'est pas assurée.

Lassés d'une guerre qui n'en finit pas (forever wars) les Etats-Unis décident de retirer leurs troupes. Le retrait est repoussé à plusieurs reprises, puis finalement effectué en août 2021. On aurait pensé que ce retrait allait être préparé, organisé, échelonné. Rien de tout cela, c'est dans la débandade que le retrait se passe. Il tourne à la débâcle. Le spectacle à l'aéroport de Kaboul est affligeant et, à plusieurs égards, humiliant pour la coalition internationale. Pire, c'est sous le regard et la surveillance des Talibans que militaires et civils sont évacués.

Les experts militaires américains se doutaient bien que les Talibans n'avaient pas l'intention de rester inactifs. C'est, donc, avec eux que l'administration Trump entame des pourparlers, à Doha au Qatar, en février 2020. Les pourparlers débouchent sur l'accord du 29 février 2020. Le 10 mars 2020, une résolution du Conseil de sécurité (la Résolution 2513), votée à l'unanimité des 15 membres, approuve l'Accord de Doha. C'était une exigence des négociateurs talibans. Ainsi, en discutant directement avec les Talibans et en marginalisant le gouvernement d'Achraf Ghani, les Américains avaient bien compris qui seront les futurs maîtres de l'Afghanistan.

Le président Trump a donc hâte, avant l'échéance électorale de novembre 2020, de sortir du guépier afghan sans trop de dégâts. Par acquit de conscience, les Etats-Unis encouragent la tenue de pourparlers inter-afghans, en octobre 2020, pour entériner, en quelque sorte, l'Accord du 29 février avec les Talibans. Mais les pourparlers tournent au dialogue de sourds, les Talibans ne reconnaissant au gouvernement de Kaboul aucune légitimité. Fin 2020, il est clair, pour les Etats-Unis, que les Talibans vont poursuivre leur offensive militaire. Mais personne ne pense, début 2021, que l'offensive va être aussi rapide et foudroyante et que l'armée officielle va s'évaporer de la sorte.

De fait, à la surprise générale, dès le 15 août 2021, les Talibans entrent triomphalement à Kaboul, presque sans coup férir, sans rencontrer de résistance. Les images du retrait chaotique, de foules apeurées cherchant à embarquer à l'aéroport de Kaboul, resteront à jamais gravées dans les mémoires, rappelant tristement la fuite des soldats américains de Saïgon, à la fin de la guerre du Vietnam, cinquante ans auparavant.

Plusieurs raisons expliquent les raisons de la débâcle américaine. J'en épingle quelques-unes. La première c'est l'incapacité de comprendre la complexité de l'Afghanistan. Le général américain, Mc Chrystal, commandant des forces de l'Otan entre 2009 et 2010 le reconnaît, sans détours, devant le Council of Foreign Relations, le 7 octobre 2011 : « *Nous ne connaissons pas l'Afghanistan... la plupart d'entre nous et moi compris, avons une connaissance plus que superficielle de la situation et même de l'histoire afghane* »⁷.

⁶ Special inspector general for Afghanistan reconstruction ,May 2021 , cité par Alexis Bautzmann (sous la dir.) Atlas Géopolitique mondial 2022, Editions du Rocher/Areion Groupe, Paris , 2021 ,p.123.

⁷ Cité par George Lefevre in **Diplomatie**, no.111, septembre-octobre 2021, p.94

La deuxième raison est à rechercher dans l'échec du « State-building », objectif déclaré de l'invasion américaine au moins jusque 2014. Certes des institutions sont mises en place, des élections sont tenues, mais tout le système imaginé par les Etats-Unis est rongé par une corruption endémique. L'argent américain et européen enrichit une élite cleptomane et des généraux véreux. Des 350.000 soldats, officiellement enregistrés, au moins 150.000 sont des soldats fantômes, mais les généraux et les officiers encaissent leurs salaires, qui eux, sont de monnaie sonnante et trébuchante. Ceci explique la facilité et la rapidité avec lesquelles les Talibans sont entrés à Kaboul. Non seulement l'armée officielle s'est évaporée, mais, même le président, Achraf Ghani, a pris la fuite dans un pays du Golfe, probablement avec son butin.

Ainsi, le 15 août 2021, les Américains et leurs alliés sont partis et les talibans sont de retour. Certes Ben Laden a été tué, mais al-Qaida est toujours là. Quant à l'Etat Islamique du Khorassan, il a déjà commencé son travail de sape par l'attentat sanglant à l'aéroport de Kaboul. Comme en Irak, l'occupation étrangère a enfanté des monstres.

L'avenir de l'Afghanistan sous les Talibans est incertain. Ce qui est sûr, c'est que les Talibans président désormais aux destinées d'un pays au bord de la banqueroute et de la famine. Certes, le gouvernement Taliban dit vouloir transcender les clivages ethniques, inclut des membres des grandes ethnies afghanes notamment des Tadjiks, des Turkmènes et des Hazaras chiites, mais les Pachtouns constituent l'épine dorsale du gouvernement.

Pour se faire reconnaître par la Communauté internationale, les talibans tiennent un discours plus policé, plus sophistiqué et multiplient les assurances qu'ils ne reviendront plus aux pratiques désastreuses du premier pouvoir taliban en 1996. Mais les premières mesures prises ne sont guère rassurantes et n'augurent rien de bon : fermeture des écoles des filles, exclusion des femmes du marché du travail, chasse aux sorcières, liquidation d'opposants etc.

Contenu de la situation économique catastrophique, il n'est pas dans l'intérêt des Talibans de laisser des Djihadistes opérer à partir de leur territoire. Ils se sont d'ailleurs engagés dans leur Accord avec les Etats-Unis à ne pas transformer l'Afghanistan en « sanctuaire pour les Djihadistes ». Cet engagement a été réitéré, à maintes reprises, depuis. Est-ce qu'ils tiendront cet engagement sur la longue durée ? Rien n'est moins sûr à en juger par le déploiement à la frontière avec le Tadjikistan de milliers de « istish-haadi » (des candidats au martyre) , prêts à commettre des attentats-suicide⁸.

5. Enjeux géopolitiques

De nombreux observateurs s'accordent à décrire le retour des Talibans et le retrait désordonné des Etats-Unis et de leurs alliés comme une « défaite stratégique »⁹. Survenant après l'intervention calamiteuse en Irak, la débâcle d'Afghanistan annonce-t-elle le déclin de l'influence et de la crédibilité des Etats-Unis dans la région et dans le monde ? Beaucoup d'analystes avisés le pensent. D'ores et déjà, deux évolutions sont déjà perceptibles D'abord, un recentrage sur le territoire américain : en effet, on observe chez les américains une crise de confiance dans l'exceptionnalisme de leur pays et une sorte de « war fatigue », un ras-le-bol

⁸ Atal Ahmadzai : « *Why the Taliban still love suicide bombing* » in www.foreignpolicy.com/2021/12/07

⁹ Alexandra de Hoop Scheffer ; « *Le reprise du pouvoir par les Talibans et une illustration cinglante du monde post-américain qui se dessine* », in **Le Monde**, 1 août 2021.

des guerres lointaines qui n'en finissent pas et qui dilapident des ressources humaines et financières considérables, et de cette prétendue « Democracy promotion » qui remplace des tyrans par des cleptomanes. Cette lassitude du peuple américain est déjà perceptible avec le président Obama qui a refusé de participer directement aux opérations de l'Otan en Libye en 2011. Comme le souligne Scheffer, « la fameuse politique dite de « Leading from behind » découle des leçons tirées d'Irak et d'Afghanistan »¹⁰.

Bref les Américains ne veulent plus jouer au « gendarme du monde », en lançant des petites guerres qui débouchent sur de grandes débâcles et qui, en définitive, coûtent très cher, minent le moral du pays, nuisent à sa crédibilité et à sa place dans le système international.

Le recentrage sur le territoire américain s'accompagne d'un deuxième recentrage sur les rivaux systémiques. On n'a jamais autant parlé de la rivalité Etats-Unis -Chine. Ce n'est pas le fruit du hasard. Car pendant que les Etats-Unis étaient englués dans les brouillards d'Afghanistan et d'Irak, la Chine décollait, économiquement et militairement. A cet égard, on peut dire que l'Afghanistan et l'Irak ont été des « distractions stratégiques » qui ont endormi la vigilance des Etats-Unis face aux puissances émergentes.

Ce retour au Pacifique et aux « grandes confrontations » inquiète les pays alliés des Etats-Unis, notamment dans le Golfe arabe. Depuis des décennies, les pays du Golfe comptent sur les Etats-Unis pour assurer leur sécurité. Le retrait d'Afghanistan, après celui d'Irak et de Syrie, envoie un message très fort : ne comptez plus sur l'Amérique. C'est sans doute là qu'il faut trouver une des raisons du rapprochement de certains pays du Golfe (les Emirats et Bahreïn), d'Afrique (le Soudan) et du Maghreb (le Maroc) avec Israël, perçu comme une « Amérique de substitution ».

Ailleurs, surtout dans le voisinage de l'Afghanistan, le retrait américain remet le facteur taliban à l'ordre du jour et rebat les cartes de la géopolitique régionale¹¹. Il va de soi que les voisins qui ont des frontières communes avec l'Afghanistan (notamment le Pakistan, l'Iran, le Tadjikistan, l'Ouzbékistan, le Turkménistan ainsi que la Chine) sont différemment impactés que d'autres pays proches mais qui ne sont pas des pays frontaliers avec l'Afghanistan comme la Russie, l'Inde, le Kirghizstan ou le Kazakhstan. Voyons cela de plus près.

6. Pays d'Asie centrale

Trois des cinq républiques musulmanes d'Asie centrale ont de longues frontières avec l'Afghanistan, mais toutes ont des liens ethniques et religieux très forts avec leur voisin afghan. La population afghane reflète cette réalité : 20 à 25 % de la population d'Afghanistan est tadjik et le pays abrite de nombreuses minorités des autres républiques musulmanes : ouzbèkes, Turkmènes, voire kirghize ou Kazakh.

Mais des contentieux historiques ont quelque peu distendu les relations. Les cinq Républiques musulmanes étaient intégrées à l'URSS et donc elles ont participé à l'invasion soviétique d'Afghanistan. Et après la décomposition de l'URSS, ces Républiques ont pris part à la guerre américaine « contre le terrorisme » et ont même accueilli des bases

¹⁰ Ibid.

¹¹ Bayram Balci : « L'Asie centrale à l'heure des talibans », in **Orient XX1, info/ magazine-asie-centrale-a-l-heure-des-talibans.5188**

américaines entre 2001 et 2021, utilisées pour acheminer du matériel militaire ou pour lancer des frappes aériennes en Afghanistan.

Il est dès lors compréhensible que ces Républiques ressentent une série d'inquiétudes après le retour des Talibans. Ces inquiétudes sont liées au risque sécuritaire si les Talibans cherchent à soutenir des mouvances djihadistes ou à exporter leur révolution, aux flux migratoires et au trafic des drogues.

Des trois républiques musulmanes, frontalières avec l'Afghanistan, c'est le Tadjikistan qui est le plus exposé au risque sécuritaire. Ce n'est pas par hasard si le Tadjikistan a été le plus inquiet après le retour des Talibans. Il faut dire que les relations entre les Talibans et le régime de Emomali Rahmon au Tadjikistan n'ont jamais été au beau fixe. Les talibans accusent le régime tadjik d'avoir soutenu, dans les années 1990, « l'Alliance du Nord » du Commandant Ahmad Shah Massoud, et d'héberger, aujourd'hui, son fils Ahmad Massoud, le chef du « Front de Résistance Nationale », en lutte contre les Talibans. Tandis que le régime Tadjik reproche aux Talibans d'avoir, par le passé, fourni des armes aux insurgés Tadjiks opérant à la frontière entre les deux pays et, aujourd'hui, de chercher à intimider le régime tadjik, en déployant à la frontière des hommes-suicides, prêts à perpétrer des attentats si les relations devaient se gêner.

Assez curieusement la Russie, les Etats-Unis et la Chine s'accordent sur la nécessité de sécuriser la frontière tadjike. Historiquement, la Russie fournit pratiquement tout le matériel militaire. Encore aujourd'hui, elle y stationne au Tadjikistan la 201^{ème} Division, comprenant plus de 30 tanks modernes. Et les émigrés tadjiks en Russie transfèrent, chaque année, des milliards de roubles à leur pays d'origine.

Cela n'a pas empêché le régime tadjik de Rahmon d'accueillir des bases américaines et de se faire livrer, depuis le retour des Talibans en Afghanistan, 18 Jeeps et plusieurs dizaines de véhicules militaires, offerts par l'Ambassade américaine à Douchanbé.

La Chine, quant à elle, s'apprête à construire une base militaire dans la province autonome de Gorno-Badakhstan pour contrôler la frontière tadjike.

Un tel consensus des grandes puissances ne peut que conforter le régime tadjik. Le Président Rahmon qui dirige le Tadjikistan de main de fer depuis plus de 30 ans a tout intérêt à agiter la menace afghane et exciter le sentiment nationaliste des Tadjiks. Mais ce serait une erreur de penser que la rhétorique anti-talibane est tout simplement de l'opportunisme politique¹². Il y a une réelle préoccupation que la victoire des Talibans ne suscite une vague nouvelle de radicalisme musulman au Tadjikistan où les nombreux problèmes socio-économiques constituent un terreau fertile. Cette préoccupation est partagée par beaucoup de voisins de l'Afghanistan.

Le risque d'exportation de la révolution islamique des talibans n'est donc pas nul. Mais il ne faut pas l'exagérer car, contrairement aux groupes djihadistes, les Talibans sont ancrés dans la réalité de leur pays. Certes leur révolution est conservatrice, voire obscurantiste, mais elle ne s'inscrit pas dans le « Djihad global. Si, toutefois, des pays voisins devaient adopter une attitude belliqueuse à leur égard, ils ne resteront pas sans réaction.

¹² Vinay Kaura : « *Tajikistan's evolving relations with the Taliban 2.0* », in www.mei.com/ December 1, 2021

Le risque de flux migratoires afghanes est bien réel. Déjà des millions d'Afghans ont pris le chemin de l'exil. La crise humanitaire actuelle et les instabilités politiques vont certainement accentuer le phénomène. Certains afghans vivant dans les provinces proches des républiques islamiques d'Asie centrale vont chercher à s'y réfugier. Mais la vaste majorité vont partir vers le Pakistan, l'Iran, ou la Turquie et certains tenteront même de passer en Europe.

Quant au trafic des drogues, il va se poursuivre, à coup sûr. D'abord parce que c'est le gagne-pain de dizaines de milliers de paysans afghans. Ensuite parce qu'il y a une demande mondiale. Et enfin, parce que l'Etat Afghan est à court de ressources. Si la drogue est acheminée via certaines républiques musulmanes d'Asie centrale c'est pour des raisons de proximité géographique et parce qu'il y a des filières de passeurs et sans doute aussi, parce qu'il est facile de soudoyer les douaniers, voire des responsables politiques. Le problème est dès lors partagé entre l'Etat afghan et les Républiques frontalières.

7. L'impact géopolitique sur la Russie, la Chine, l'Iran, le Pakistan, l'Inde et la Turquie

Aucun de ces pays n'a fermé son ambassade à Kaboul. Maintenant que les Etats-Unis ne sont plus les maîtres du jeu, chacun de ces pays se sent concerné par les affaires afghanes pour des raisons géographiques, économiques et géopolitiques et cherche à maximiser les avantages et minimiser les retombées négatives.

La Russie n'a pas de frontière commune avec l'Afghanistan mais ses républiques musulmanes sont exposées aux instabilités afghanes. Elle ne peut donc se désintéresser du dossier afghan et rester à l'écart. Clairement, les Russes se sont réjouis de la débâcle américaine en y voyant une revanche. En outre, ils y voient l'échec de l'exportation du modèle démocratique.

Par conséquent, ils tiennent à en tirer quelques avantages stratégiques, en se présentant comme un « *allié plus fiable que l'Occident pour assurer la sécurité de la région* »¹³. Ceci explique l'empressement avec lequel, la Russie a organisé, le 20 octobre 2021, une 3^{ème} réunion de consultations, dans le cadre du « format de Moscou »¹⁴, en vue d'élaborer un consensus régional sur la situation afghane. Dans son discours d'ouverture, le ministre russe des affaires étrangères, Sergueï Lavrov, énumère les défis auxquels sont confrontées les autorités afghanes, notamment l'absence de reconnaissance internationale, les problèmes économiques et sociaux, la crise humanitaire, les menaces découlant de la nouvelle situation, notamment un possible sursaut djihadiste et le trafic de stupéfiants camouflés en flux migratoires. Mais il ajoute « *Nous attendons un comportement responsable de la part des pays occidentaux dont la présence de 20 ans dans le pays a conduit à la situation humanitaire actuelle difficile* ». En somme, Lavrov veut combler le vide laissé par les Etats-Unis, se fait le porte-parole des pays de l'Asie centrale, réitère leurs craintes mais appelle l'Occident à assumer sa part de responsabilité dans la crise humanitaire afghane.

La Chine n'a pas caché sa satisfaction face au retrait américain. Dans une de ses déclarations, le porte-parole du ministère chinois des Affaires Etrangères, Hua Chunying, ne mâche pas ses

¹³ George Lefevre : article cité, p.5

¹⁴ Le Format de Moscou a été mis en place en 2017, et a conduit à une première réunion en 2018.

mots qualifiant la politique américaine de « *destructrice* » et ajoutant « *chaque fois que les Américains interviennent quelque part, ils laissent derrière eux division, des familles brisées, des morts et le chaos* »¹⁵.

La Chine regrette que les Etats-Unis aient gelé des avoirs afghans estimés à \$9.5 milliards et d'avoir suspendu l'aide humanitaire. Et pour démontrer sa position « indépendante », elle annonce l'octroi au gouvernement afghan d'une aide financière d'un montant de \$33 millions.

Tout cela n'est pas pure philanthropie. En effet, la Chine a 76 kilomètres de frontière commune avec l'Afghanistan. Son principal souci est d'empêcher des connexions de réseaux djihadistes avec les Ouïgours à travers la frontière afghane. C'est pour cela que le ministre chinois des Affaires Etrangères, Wang, a été le premier responsable étranger à rencontrer un dirigeant taliban, Baradar, à Tiangin, pour lui demander une prise de distance avec le Mouvement Islamique du Turkestan oriental, considéré par la Chine un « mouvement terroriste », mais longtemps soutenu par les Talibans.

Mais la Chine poursuit d'autres objectifs : tout d'abord la sécurité de ces approvisionnements énergétiques depuis le Turkménistan. Or cette république partage avec l'Afghanistan près de 744 kms de frontière et la Chine tient à ce que cette frontière soit sécurisée pour permettre aux sociétés pétrolières chinoises d'opérer sans risque.

Ensuite la Chine souhaite élargir le corridor économique Chine-Pakistan à l'Afghanistan et intégrer celui-ci dans son projet des « Routes de la Soie ». L'Afghanistan accueille déjà des investissements chinois dans les mines de cuivre et il semble que le pays regorge de métaux, notamment le lithium, et de terres rares considérables dont l'industrie chinoise a grand besoin.

Pour toutes ces raisons, la Chine souhaite intégrer l'Afghanistan dans l'Organisation de Coopération de Shanghaï dont l'Afghanistan n'est aujourd'hui qu'un membre observateur.

L'Inde, n'a pas de frontière commune avec l'Afghanistan, mais elle voit le pays à travers le prisme de son conflit avec le Pakistan et tient à s'assurer de la « neutralité » de l'Afghanistan dans le contentieux du Cachemire, et empêcher des connexions entre les Talibans et les rebelles musulmans de Jammu et du Cachemire. Il semble en effet, que des représentants de Jaish-e-Mohammed-un groupe musulman radical opérant en Inde-aient déjà rencontré les Talibans et sollicité leur aide. On ne connaît pas la réponse des Talibans, mais il est fort peu probable qu'ils aient accédé à leur demande, car les Talibans ont rappelé, à de multiples occasions, qu'ils ne comptent ni intervenir dans les affaires intérieures des pays voisins ni rejoindre un djihad anti-indien, appelant même à continuer « *les relations culturelles, économiques et commerciales avec l'Inde, comme par le passé* », selon une déclaration d'un haut responsable taliban, fin août 2021¹⁶.

Il faut dire que l'Inde a investi, au cours des 20 dernières années, près de \$ 3 milliards de dollars en Afghanistan pour contrer l'activisme pakistanais². Deux exemples d'investissement parmi beaucoup d'autres : la construction du bâtiment du Parlement afghan inauguré en 2015 ainsi que la construction du barrage de Salma à l'ouest. On comprend, dès lors, pourquoi l'Inde n'a nullement intérêt à ce que l'Afghanistan lui tourne le dos ou sombre dans le chaos.

¹⁵ www.news.cn/english/2021-08/24

¹⁶ Cité par Jean-Luc Racine : « *la victoire des Talibans chamboule le jeu diplomatique en Asie* » in **Monde Diplomatique**, Décembre 2021, p.8

Le Pakistan a soutenu la résistance islamique des Talibans pendant l'invasion soviétique, a été un des rares pays, avec l'Arabie Saoudite et les Emirats Arabes Unis, à reconnaître le premier Emirat Islamique Taliban en 1996 et après l'invasion américaine en 2001, a abrité les chefs Talibans sur son territoire. Il ne pouvait donc que se réjouir de la victoire des Talibans. Un gouvernement allié en Afghanistan donnerait au Pakistan une profondeur stratégique face à son rival historique¹⁷, et lui offrirait de nombreux avantages économiques.

Mais le Pakistan reste sur ses gardes car il craint une collusion entre les Talibans afghans et le tehrik-taliban-Pakistan (TTP), un groupe pakistanais qui partage l'idéologie des Talibans et qui est considéré comme un mouvement terroriste menaçant la sécurité du pays et ses liens avec la Chine dont les ingénieurs opérant en territoire pakistanais ont été souvent ciblés par des attentats.

Outre la crainte d'une contagion islamiste révolutionnaire sur son sol, Le Pakistan a deux autres inquiétudes. La première est liée à un retour aux revendications territoriales visant à unir les Pachtouns des deux côtés de la frontière. Et la deuxième concerne le risque migratoire. On estime qu'il y a déjà près de 2 à 3 millions de réfugiés afghans dans le pays et le Pakistan n'a pas les moyens d'accueillir une nouvelle vague de réfugiés, si la situation sécuritaire devait se dégrader et la crise humanitaire perdurer.

On voit bien que la restauration de l'Emirat Islamique en Afghanistan comporte des avantages et des risques pour le Pakistan. Mais quoi qu'il fasse, le Pakistan sera soigneusement scruté par les Etats-Unis qui lui ont longtemps reproché son double jeu¹⁸.

L'Iran partage avec l'Afghanistan une frontière longue de 935 kms. C'est donc normal que les Iraniens poussent un soupir de soulagement de voir se desserrer l'étau américain. Pour l'Iran, c'est une victoire stratégique.

Le commerce était déjà important entre l'Iran et l'Afghanistan. Le retrait va lui donner une impulsion nouvelle. L'Iran pourra vendre du pétrole et du gaz mais aussi de contourner l'embargo américain.

Certes un gouvernement dirigé par des Talibans sunnites fait craindre des exactions contre la minorité chiite des Hazara ou contre les fonctionnaires iraniens des consulats et ambassades. L'exécution par les Talibans, en 1998, de 11 fonctionnaires iraniens du consulat de Mazar-e-Charif est toujours dans les mémoires. L'Iran craint également une collusion entre le gouvernement taliban et les militants sunnites du Jundullah, très actifs dans la province iranienne du Sistan-Baloutchistan.

Pour rassurer les iraniens, une délégation des Talibans a rencontré le ministre iranien des Affaires Etrangères, les 7 et 8 juillet 2021, bien avant la prise de Kaboul. Aujourd'hui, tout semble indiquer que le retour des Talibans « *ne terrorise plus les iraniens* »¹⁹.

¹⁷ Derek Grossman : « *China and Pakistan see eye to eye on the Taliban.Almost* » in www.rand.org/blog/2021/1/09

¹⁸ Vinay Kaura : « *After Afghanistan, what's next for Pakistan and the US* », in www.mei.edu/publications, september 12, 2021.

¹⁹ Stéphanie Khoury : in **L'Orient-le Jour**, 18 août 2021.

La Turquie n'a pas de frontière avec l'Afghanistan, mais les deux pays partagent de nombreuses affinités religieuses (tous les deux sont sunnites) et ethniques et linguistiques (beaucoup d'Afghans sont turcophones), et entretiennent des rapports anciens.

Pendant l'invasion soviétique, la Turquie a soutenu la « résistance islamique » de l'Alliance du Nord, notamment un de ces chefs, Abdel Rashid Dostum, un ouzbek turcophone, mais un chef de guerre peu recommandable. Après le 11 septembre, la Turquie, en tant que membre de l'Otan, se joint à la coalition américaine mais son contingent militaire évite de prendre part aux combats se limitant à la formation de l'armée afghane et aux travaux de construction ou de logistique.

Maintenant que les Américains sont partis, la Turquie cherche à s'introduire dans le jeu diplomatique et étendre son influence économique et politique en offrant ses « bons offices » et en servant de relais entre les pays occidentaux et le gouvernement des Talibans. C'est une manière, pour la Turquie, de redorer son blason après la participation à la coalition internationale, et pour Erdogan de marquer des points dans la perspective de prochaines échéances électorales en 2023. Se démarquant des autres alliés de l'Otan, la Turquie rouvre donc son ambassade à Kaboul et s'empresse de proposer aux autorités afghanes de sécuriser l'aéroport de Kaboul. De leur côté, les autorités talibanes envoient à la Turquie des signaux positifs et font des appels du pied pour que la Turquie investisse en Afghanistan et participe à la reconstruction.

Mais la nouvelle relation n'est pas dépourvue de risques. D'abord l'afflux de nouveaux réfugiés afghans. On estime qu'il y aurait, aujourd'hui, près de 500.000 réfugiés « irréguliers » en Turquie²⁰. Les autorités turques ont entrepris la construction d'un mur de 243 à sa frontière avec l'Iran qui est longue de plus de 500 kms. La Turquie espère freiner l'arrivée de nouveaux réfugiés pour calmer la colère d'une population turque, lassée de voir des millions de réfugiés s'installer dans leur pays qui fait face à une crise économique inédite.

Le deuxième risque est lié à ce que d'aucuns ont appelé « les autoroutes du djihadisme », entendant par-là que le retour des Talibans pourrait pousser des djihadistes à migrer vers la Syrie, l'Irak, voire rejoindre le PKK kurde que la Turquie considère comme un mouvement terroriste. Le risque est faible mais la Turquie l'utilise pour justifier la construction des murs à la frontière syrienne et iranienne. La contradiction est flagrante : la Turquie s'ouvre à l'extérieur et s'enferme à l'intérieur brouillant quelque peu les messages.

8. Et L'UE dans tout cela ?

Les pays de l'UE ont été impliqués dans les affaires afghanes à travers l'OTAN. Maintenant que les Américains se sont retirés, les Européens sont plongés dans le désarroi et sont amenés à se poser de multiples questions :

- 1) A quoi bon intervenir militairement à l'extérieur quand les intérêts vitaux de L'UE ne sont pas en jeu ?
- 2) N'est-il pas plus opportun et moins coûteux de privilégier la prévention des crises et le « peace-building » et se donner les moyens de ses ambitions ?

²⁰ Ariane Bonzon : « L'Afghanistan des Talibans, une opportunité pour la Turquie ? », in www.slate.fr , 30 septembre 2021

- 3) N'est-il pas plus urgent de stabiliser le voisinage immédiat au lieu de chercher à stabiliser le voisinage lointain ?
- 4) Comment accroître l'autonomie stratégique de l'UE dans ses trois volets : l'information, la décision et l'action ?

5) Comment l'UE peut-elle agir, en Afghanistan, en tant que force de modération afin que la victoire des Talibans ne fasse pas des émules dans son voisinage méditerranéen ou même dans le Sahel ?

6) Comment l'UE peut-elle devenir un acteur géopolitique cohérent, actif, visible, indépendant et responsable dans sa zone de proximité immédiate ?

Nul doute, que le futur d'une UE géopolitique dépendra, dans une large mesure, de la réponse qui sera donnée à toutes ces questions.

9. Conclusion

La débâcle américaine en Afghanistan rebat les cartes dans la région d'Asie centrale et modifie les rapports de forces à l'échelle internationale. Elle confirme, une fois encore, l'expression « l'Afghanistan, cimetière des empires ». Car s'il est vrai qu'on puisse conquérir et occuper l'Afghanistan, il est très difficile de le soumettre. Déjà, dans l'antiquité, dans une lettre envoyée par Alexandre le Grand à sa mère, il disait que les afghans étaient des « *lions indomptables* ». Toutes les puissances qui ont cherché à prendre pied dans ce pays, ont échoué à comprendre sa complexité : le rôle des clans qui peuvent s'entredéchirer mais lutter contre un ennemi commun, le sens de l'honneur, le conservatisme des mœurs, le poids des traditions, l'amour du pays.

L'Afghanistan post-américain est révélateur du jeu des intérêts nationaux des pays voisins et des rivalités régionales. Tous les pays s'inquiètent du renouveau du terrorisme, des flux de réfugiés et du trafic de la drogue. Mais chaque pays s'active à maximiser son avantage en s'introduisant dans le jeu diplomatique, tantôt en intégrant l'Afghanistan dans le « Format de Moscou », dans « l'Organisation de Coopération de Shanghaï », ou dans « le dialogue pour la sécurité régionale ». Et on ne compte plus les conférences pour traiter du « futur de l'Afghanistan », alors qu'il faut s'atteler à la tâche la plus pressante, la crise humanitaire.

Car l'Afghanistan est au bord de l'effondrement social et économique. Il nécessite une aide humanitaire urgente. A défaut, les instabilités afghanes pourraient rejaillir sur des pays proches et lointains. Les Talibans ne s'inscrivent pas dans le « Djihad global » : c'est un mouvement nationaliste conservateur ancré dans la réalité du pays. Il faut les aider à stabiliser le pays, à intégrer toutes les composantes ethniques et religieuses, et surtout à construire un Etat moderne, respectueux des droits fondamentaux de ses citoyens et entretenant avec ses voisins des relations de bon voisinage.

Bibliographie

- Lefevre, G., & Robert, L. (2021). L’Afghanistan, cimetière des empires. *Diplomatie*, 111, 91–95. <https://www.jstor.org/stable/48618817>
- Ahmadzai, A. (7 de decembro de 2021). Why the Taliban Still Love Suicide Bombing. *Foreign Policy*. <https://foreignpolicy.com/2021/12/07/taliban-suicide-bombing-parade-violence-afghanistan/>
- Hoop Scheffer, A. (1 de Agosto de 2021). Le reprise du pouvoir par les Talibans et une illustration cinglante du monde post-américain qui se dessine. *Le Monde*. https://www.lemonde.fr/idees/article/2021/08/23/la-reprise-du-pouvoir-par-les-talibans-est-une-illustration-cinglante-du-monde-post-americaain-qui-se-dessine_6092092_3232.html
- Balci, B. (18 de novembro de 2021). L’Asie centrale à l’heure des talibans. *Orient XX1*. <https://orientxxi.info/magazine/l-asie-centrale-a-l-heure-des-talibans,5188>
- Kaura, V. (1 de decembro de 2021). Tajikistan’s evolving relations with the Taliban 2.0. *MEI@75*. <https://www.mei.edu/publications/tajikistans-evolving-relations-taliban-20>
- Grossman, D. (21 de setembro de 2021). China and Pakistan see eye to eye on the Taliban. Almost. *Rand Corporation*. <https://www.rand.org/blog/2021/09/china-and-pakistan-see-eye-to-eye-on-the-taliban-almost.html>
- Kaura, V. (2 de setembro de 2021). After Afghanistan, what’s next for Pakistan and the US. *MEI@75*. <https://www.mei.edu/publications/after-afghanistan-whats-next-pakistan-and-us>
- Bonzon, A. (30 de setembro de 2021). L’Afghanistan des Talibans, une opportunité pour la Turquie?. *Slate*. <http://www.slate.fr/story/216069/afghanistan-talibans-opportunite-turquie-erdogan-religion-refugies-musulmans>

¹ George Lefevre: in *Diplomatie* n°.111, septembre-octobre 2021, p. 93.

² Cité par Odd Arne Wastad: «*Guerre froide : Gorbatchev et la bascule de l’Union Soviétique*», in *Diplomatie*, n°.105, Septembre-Octobre 2020, p. 93.

³ En référence au sommet, tenu aux Açores, le 14 mars 2003, entre les trois dirigeants.

⁴ Special inspector general for Afghanistan reconstruction ,May 2021 , cité par Alexis Bautzmann (sous la dir.) *Atlas Géopolitique mondial 2022*, Editions du Rocher/Areion Groupe, Paris , 2021 , p. 123.

⁵ Taleb est un étudiant des Ecoles religieuses (pluriel Taleban)

⁶ Cité par George Lefevre in *Diplomatie*, n°.111, septembre-octobre 2021, p. 94

⁷ Atal Ahmadzai : « *Why the Taliban still love suicide bombing* » in www.foreignpolicy.com/2021/12/07

⁸ Alexandra de Hoop Scheffer; « *Le reprise du pouvoir par les Talibans et une illustration cinglante du monde post-américain qui se dessine* », in *Le Monde*, 1 août 2021.

⁹ Ibid.

¹⁰ Bayram Balci : « *L’Asie centrale à l’heure des talibans* », in *Orient XX1*, info/ magazine-asie-centrale-a-l-heure-des-talibans.5188¹

¹¹ Vinay Kaura: «*Tajikistan’s evolving relations with the Taliban 2.0*», in www.mei.com/ December 1, 2021.

12 George Lefevre: article cité, p. 5.

¹³ Le Format de Moscou a été mis en place en 2017.¹ www.news.cn/english/2021-08/24

14 Bayram Balci: «*L'Asie centrale à l'heure des talibans* », in *Orient XXI*, info/ magazine-
asie-centrale-a-l-heure-des-talibans.5188

15 Cité par Jean-Luc Racine: «*la victoire des Talibans chamboule le jeu diplomatique en Asie*» in *Monde Diplomatique*, Décembre 2021, p. 8

¹⁶ Derek Grossman: «*China and Pakistan see eye to eye on the Taliban.Almost* » in
www.rand.org/blog/2021/1/09

17 Vinay Kaura: «*After Afghanistan, what's next for Pakistan and the US*», in
www.mei.edu/publications, september 12, 2021

18 Stéphanie Khoury: in *L'Orient-le Jour*, 18 août 2021.

19 Ariane Bonzon: «*L'Afghanistan des Talibans, une opportunité pour la Turquie ?*», in
www.slate.fr , 30 septembre 2021.